



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Avant-projet de loi

Loi sur les forêts

Présenté par
M. Albert Côté
Ministre délégué aux Forêts



Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

Cet avant-projet de loi, qui a pour objet d'implanter un nouveau régime forestier au Québec, remplace les dispositions qui traitent de la gestion des forêts de la Loi sur les terres et forêts.

Cet avant-projet vise à abolir toutes les formes d'allocation du bois, incluant les concessions forestières et les garanties d'approvisionnement actuelles. En contrepartie, toute personne régie par les dispositions actuelles de la loi et qui opère au Québec un établissement de transformation du bois aura le droit d'obtenir du ministre un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier. Ce contrat accorde à son titulaire le droit d'obtenir un volume de bois provenant des forêts du domaine public en contrepartie de l'obligation de remettre les territoires exploités dans un état assurant la pérennité de la forêt et d'acquitter une redevance basée sur le volume de bois alloué et non plus sur le volume de bois récolté. Cet avant-projet précise également les droits et les obligations de tout titulaire de permis qui opère dans les forêts du domaine public.

En ce qui a trait aux forêts privées, cet avant-projet confirme le statut de producteur forestier et la volonté du gouvernement de favoriser la mise en valeur de ces forêts par l'application de programmes appropriés.

En matière de protection des forêts contre les agents nuisibles, il contient des dispositions concernant les incendies forestiers et la protection contre les insectes et les maladies.

Enfin, cet avant-projet comporte des dispositions transitoires permettant de garantir l'approvisionnement des industries forestières durant la période d'implantation du nouveau régime forestier, soit d'ici le 1^{er} avril 1990.

AVANT-PROJET DE LOI

LOI SUR LES FORÊTS

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

GESTION DES FORÊTS DU DOMAINE PUBLIC

SECTION 1

APPLICATION

1. Le présent chapitre s'applique aux terres et forêts du domaine public.

SECTION 2

INTERVENTIONS

2. Nul ne peut récolter, déplacer ou enlever du bois s'il n'est titulaire d'un permis d'intervention.

3. Le permis d'intervention est délivré par le ministre dans les cas, conditions ou circonstances déterminés par règlement.

Lorsqu'il a pour objet d'autoriser la récolte de bois à des fins d'approvisionnement d'un établissement servant à la transformation, le permis est délivré au bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier selon la section 4.

Lorsque le permis porte sur un autre objet, le ministre peut, dans les cas prévus par règlement, assujettir la délivrance du permis aux conditions particulières qu'il estime appropriées aux circonstances et à l'objet de la demande.

4. Le titulaire d'un permis d'intervention doit payer les droits prescrits par règlement.

Dans le cas du permis ayant pour objet d'autoriser la récolte de bois à des fins commerciales, ces droits sont établis sur la base de la valeur du bois sur pied en tenant compte notamment des essences, de la qualité du bois, de sa condition et de sa localisation, déduction faite des frais d'aménagement forestier admissibles établis par le ministre conformément aux règles d'évaluation prévues par règlement. Les droits ainsi établis sont calculés sur le volume de bois alloué annuellement au titulaire sans égard au volume récolté.

5. Le bois alloué à un titulaire de permis qui est bénéficiaire d'un contrat visé par la section 4 demeure en pleine propriété dans le domaine public tant qu'il n'a pas été coupé et acheminé à la destination prévue au permis même si le bénéficiaire a acquitté les droits prescrits.

Dans les cas où les droits sont calculés sur le volume récolté, le bois coupé demeure en pleine propriété dans le domaine public jusqu'à parfait paiement des droits prescrits.

Le ministre conserve les droits de suite, de saisie et de séquestre sur ce bois, où qu'il se trouve et sous quelque forme qu'il soit, jusqu'à ce que les droits soient payés.

6. Un permis d'intervention peut être accordé pour une période d'au plus douze mois.

Toutefois, dans le cas d'un permis ayant pour objet l'exploitation commerciale d'une érablière à des fins de production de sève accordé au bénéficiaire d'un prêt consenti en vertu de la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1), le ministre peut fixer la durée du permis jusqu'au terme prévu dans l'acte de prêt.

7. Le titulaire d'un permis d'intervention qui a du bois à flotter a le droit pour ce faire de passer sur les propriétés privées; il doit indemniser ces propriétaires lorsqu'il cause des dommages.

8. Dans les parties des terres affectées à la production de matière ligneuse selon le plan d'affectation approuvé en vertu de l'article 11

de la Loi sur les terres du domaine public (1986, chapitre [*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1986*]), l'intervention autorisée par le permis doit être faite conformément aux directives du ministre émises en vertu de l'article 9.

9. Le ministre peut, pour l'application du présent chapitre, donner des directives:

1° sur le mode de calcul de la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu et des disponibilités annuelles d'un territoire;

2° sur la forme et la teneur des plans et rapports que doivent lui soumettre les titulaires de permis d'intervention et les bénéficiaires de contrats;

3° sur l'exécution des travaux sylvicoles et l'évaluation de leur rendement;

4° sur toute autre modalité technique d'intervention.

Ces directives lient les titulaires de permis et les bénéficiaires de contrats. Elles sont colligées dans un manuel d'aménagement forestier que le ministre publie et met à leur disposition.

10. Pour favoriser l'utilisation optimale des bois disponibles suivant leur qualité et leurs caractéristiques, le ministre peut, dans la mesure et suivant les conditions déterminées par règlement, accorder au titulaire d'un permis d'intervention une remise de droits ou une allocation compensatoire de bois en fonction de la destination du bois que son permis d'intervention l'autorise à récolter. À cette fin, il peut établir et publier au manuel d'aménagement forestier des critères d'évaluation de l'utilisation optimale selon les caractéristiques de chaque région et les technologies de transformation existantes.

SECTION 3

CONSTRUCTION ET UTILISATION DES CHEMINS FORESTIERS

11. Un chemin forestier est un chemin ou une partie de chemin construit sur une terre dont le ministre responsable de l'application de la Loi sur les terres du domaine public a le contrôle.

Un chemin ou une partie de chemin demeure un chemin forestier même s'il est l'objet d'un arrêté pris en vertu de l'article 6 de la Loi sur les terres du domaine public, à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

12. Nul ne peut construire un chemin forestier sans avoir obtenu l'autorisation écrite du ministre. Ce dernier peut accorder cette autorisation aux conditions qu'il détermine. L'autorisation est délivrée sous la forme d'un permis d'intervention conformément à l'article 3.

Quel qu'en soit le constructeur, un chemin forestier fait partie du domaine public.

13. Le ministre peut, dans les cas, les conditions et les circonstances prévus par règlement, rembourser au titulaire d'un permis accordé suivant l'article 12, le coût de construction d'un chemin forestier jusqu'à concurrence du montant qu'il détermine.

14. Toute personne peut circuler sur un chemin forestier.

Toutefois, le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, interdire au public l'accès à un chemin forestier.

15. Le ministre peut fixer la contribution qui peut être imposée aux usagers d'un chemin forestier pour défrayer les coûts de sa construction, de son amélioration et de son entretien. Il peut de plus confier à toute personne la perception de cette contribution.

16. Aucun recours en dommages-intérêts ne peut être exercé par un usager en raison de dommages résultant d'un défaut de construction, d'amélioration ou d'entretien d'un chemin forestier.

SECTION 4

CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT ET D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

§ 1.—*Bénéficiaires du contrat*

17. Le ministre peut accorder un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier à une personne autorisée à construire ou à exploiter un établissement servant à la transformation du bois en vertu du chapitre IV et qui se conforme aux conditions générales prescrites par règlement du gouvernement.

18. Le ministre accorde un contrat à la personne qui y est admissible s'il estime que l'intérêt public le justifie et si la possibilité et la disponibilité des forêts le permettent.

19. Le bénéficiaire doit faire enregistrer tout acte affectant le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier dans le registre tenu à cette fin par le ministre.

20. Toute transaction de nature à modifier le contrôle d'une corporation ou d'une société bénéficiaire d'un contrat doit être préalablement dénoncée au ministre.

S'il y a fermeture de l'établissement servant à la transformation du bois à la suite de cette transaction, le contrat qui y est rattaché est résilié de plein droit.

Dans les autres cas, le ministre peut réviser le volume alloué, le périmètre, l'étendue du territoire ou les objectifs de production. Il accorde alors un nouveau contrat.

§ 2.— Objet du contrat

21. Le contrat alloue annuellement à son bénéficiaire un volume de bois provenant d'un territoire forestier délimité par le ministre, en vue d'assurer le fonctionnement d'un établissement servant à la transformation du bois, à charge par le bénéficiaire d'aménager ce territoire en fonction d'objectifs de production conformément aux dispositions du présent chapitre et aux règles prescrites en vertu de celles-ci.

22. Le volume de bois alloué annuellement au bénéficiaire porte sur une ou plusieurs essences décrites au contrat.

Ce volume est établi par le ministre pour la durée du contrat en tenant compte notamment du volume moyen des bois ronds utilisés à même le domaine public par le bénéficiaire au cours des cinq dernières années, du rendement de l'établissement servant à la transformation du bois et des autres sources d'approvisionnement comme les bois de forêts privées, les copeaux, les sciures et planures et les bois d'importation.

Dans tous les cas, ce volume ne peut dépasser le volume obtenu par l'addition de la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu et de la disponibilité.

23. La possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu correspond au volume maximum des récoltes annuelles de bois que l'on peut prélever à perpétuité d'un territoire donné sans diminuer la capacité productive du milieu forestier et sans provoquer de rupture de stock.

La disponibilité correspond au volume annuel moyen de récolte d'essences réputées secondaires que l'on peut prélever lors d'une récolte

des essences réputées principales selon la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu dans un territoire donné.

Dans un territoire, les essences sont réputées secondaires ou principales selon les critères déterminés par le ministre et prévus au manuel d'aménagement forestier.

24. Le territoire sur lequel porte l'allocation de bois est délimité en fonction de la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu et de la disponibilité.

25. Le ministre peut accorder sur un même territoire plusieurs contrats comportant des allocations de bois d'essences différentes ou destinés à des utilisations différentes.

26. Le bénéficiaire a l'exclusivité de la récolte du volume de bois qui lui est alloué pour les essences décrites au contrat sauf dans le cas où les coupes sur un territoire commun à plusieurs bénéficiaires sont intégrées conformément à l'article 31.

27. Le ministre peut modifier le territoire où s'exerce un contrat si pour des raisons d'intérêt public, une aire cesse d'être affectée à la production de bois.

Si la modification a pour effet de soustraire une aire ayant fait l'objet d'un aménagement déjà approuvé par le ministre, le gouvernement accorde au bénéficiaire qui en a assumé les frais, une indemnité équitable.

28. Les objectifs de production prévus au contrat sont fixés par le ministre afin d'assurer, s'il s'agit de sapins, d'épinettes ou de pins gris, le maintien de la possibilité forestière du territoire à un niveau au moins égal au volume qui est alloué au bénéficiaire ou, dans les autres cas, afin de favoriser l'amélioration de la production d'essences de qualité dans le territoire.

§ 3.—*Plans d'aménagement*

29. Le bénéficiaire est tenu de soumettre au ministre pour approbation un plan général d'aménagement forestier du territoire pour la durée du contrat.

30. Le plan général d'aménagement forestier doit prévoir les travaux d'aménagement forestier requis pour atteindre les objectifs de production prévus au contrat.

31. Lorsqu'un territoire est commun à plusieurs bénéficiaires de contrats, l'aménagement forestier et l'intégration des coupes sur ce territoire doivent faire l'objet d'une entente entre eux. Les modalités de cette entente doivent être énoncées dans le plan général de chacun.

À défaut d'entente, le ministre fait confectionner pour la partie commune un plan d'aménagement forestier prévoyant l'intégration des coupes. Les bénéficiaires sont tenus de se conformer à ce plan et d'en acquitter les coûts d'élaboration et de réalisation selon la mesure déterminée par le ministre pour chacun d'eux.

Le ministre peut, avant d'approuver les plans, y faire les ajustements nécessaires pour assurer l'intégration des coupes. Il en avise alors les bénéficiaires concernés qui sont tenus de s'y conformer.

32. Le bénéficiaire doit préparer et soumettre au ministre pour approbation un plan quinquennal d'aménagement forestier prévoyant les travaux qu'il entend exécuter pour assurer la réalisation des objectifs qui lui ont été fixés.

À défaut de produire le plan quinquennal au temps et de la manière prévus par règlement, le ministre le fait confectionner aux frais du bénéficiaire.

33. Le bénéficiaire doit mettre à jour son plan général d'aménagement au moins à tous les cinq ans pour tenir compte du plan quinquennal approuvé par le ministre.

34. Le bénéficiaire doit réaliser à ses frais les travaux sylvicoles prévus aux plans d'aménagement approuvés par le ministre.

Si le bénéficiaire n'exécute pas au cours d'une année les travaux prévus au plan quinquennal, le ministre peut en assumer l'exécution et en recouvrer le coût du bénéficiaire en défaut.

35. Les travaux sylvicoles requis pour remettre en production les parties du territoire qui, au moment où le contrat est accordé, n'ont pas été régénérées ou ont été mal régénérées sont exécutés par le ministre dans la mesure qu'il détermine.

36. Le ministre fournit gratuitement à chaque année au bénéficiaire les plants nécessaires au reboisement du territoire conformément au plan d'aménagement forestier.

37. Un bénéficiaire peut exécuter, avec l'approbation du ministre, des travaux d'aménagement dont le rendement escompté aura pour effet le dépassement des objectifs de production prévus au contrat.

Si, au moment de la révision quinquennale du contrat, le ministre est d'avis qu'un rendement plus grand sera obtenu, il alloue au bénéficiaire un volume additionnel correspondant à la majoration escomptée. Ce volume supplémentaire n'est pas compris dans le volume alloué pour l'établissement des droits payables par le bénéficiaire en vertu de l'article 4.

38. En raison de désastres naturels, tels incendies de forêt, chablis, épidémies d'insectes ou maladies cryptogamiques causant la destruction importante de massifs forestiers, le ministre peut revoir et modifier un contrat et le territoire sur lequel il s'exerce et requérir du bénéficiaire qu'il modifie son plan d'aménagement forestier afin d'assurer la récupération des bois et la stabilité des approvisionnements.

39. Le ministre peut aussi préparer un plan spécial de récupération et le rendre applicable au territoire où s'exerce le contrat du bénéficiaire. Ce dernier doit alors s'y conformer sous peine de voir son allocation réduite d'un volume équivalent au volume de bois qu'il lui incombe de récupérer en vertu du plan spécial.

Le ministre peut, dans les cas et selon les modalités prévus par règlement, rembourser au bénéficiaire le coût de la mise en application du plan jusqu'à concurrence du montant qu'il détermine.

40. Le ministre fournit au bénéficiaire les données d'inventaire qu'il détermine pour l'élaboration et la mise en oeuvre des plans prévus par la présente section.

§ 4.—*Plan annuel d'intervention*

41. Pour obtenir un permis d'intervention, le bénéficiaire doit soumettre au ministre un plan annuel d'intervention.

42. Le plan annuel d'intervention décrit notamment les méthodes de coupe, les parterres de coupe, les travaux d'infrastructure et de remise en production de la forêt que le bénéficiaire entend réaliser au cours de l'année en vue de la mise en oeuvre du plan quinquennal visé à l'article 32.

43. Sur approbation du plan annuel d'intervention, le ministre délivre au bénéficiaire un permis annuel d'intervention autorisant la mise en oeuvre du plan.

44. Le permis annuel indique notamment le volume des coupes, les parterres de coupe, les infrastructures et les travaux de remise en

production à être réalisés dans l'année ainsi que les autres conditions d'intervention. Il précise la destination des bois provenant des territoires où les coupes sont intégrées.

45. Le permis annuel d'intervention ne peut être délivré au bénéficiaire qui n'a pas produit de plan général et de plan quinquennal ou qui, le cas échéant, n'a pas acquitté les coûts de leur confection ou de leur réalisation ou qui n'a pas entièrement payé les droits prescrits.

§ 5.—*Durée du contrat*

46. La durée du contrat est de vingt-cinq ans lorsqu'il s'agit de feuillus destinés à la fabrication de pâtes et de panneaux d'agglomérés ou lorsqu'il s'agit de sapins, d'épinettes ou de pins gris destinés à la fabrication de pâte ou de bois d'oeuvre. Elle est de dix ans dans tous les autres cas.

47. À tous les cinq ans du contrat, le ministre peut réviser le volume alloué, le périmètre, l'étendue du territoire ou les objectifs de production pour tenir compte :

- 1° du degré de réalisation des objectifs de production;
- 2° de l'évolution du besoin de l'établissement de transformation;
- 3° d'une diminution des possibilités du territoire causée par une catastrophe naturelle;
- 4° du niveau de coupe moyen des cinq années précédentes;
- 5° d'une modification dans la répartition des sources d'approvisionnement en raison d'une fluctuation de la production de copeaux ou de bois provenant des forêts privées.

48. Advenant une modification à la baisse du volume alloué, il est loisible au bénéficiaire du contrat de recourir à la procédure d'arbitrage prévue au Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25).

49. À tous les cinq ans, l'échéance du contrat est prorogée de cinq ans si l'établissement servant à la transformation du bois fonctionne normalement et si le bénéficiaire s'est conformé, au cours des cinq années précédentes, aux obligations prévues par le contrat, la loi et les règles prescrites en vertu de celle-ci.

§ 6.—*Annulation du contrat*

50. Le ministre peut résilier en tout temps un contrat si le bénéficiaire fait défaut de payer les droits prescrits ou de se conformer à une disposition de son contrat, de son permis d'intervention, de la présente loi ou d'un règlement pris en vertu de celle-ci.

51. Le ministre doit résilier le contrat dans les cas suivants:

1° pour défaut de remboursement, sur préavis de soixante jours, des travaux prévus au plan quinquennal d'aménagement forestier qui ont été assumés par le ministre en raison du défaut du bénéficiaire de les réaliser;

2° lors de la fermeture définitive de l'établissement.

SECTION 5

CONVENTIONS DE GESTION

52. Le ministre peut, aux conditions déterminées par règlement, conclure avec un propriétaire de forêt privée ou une association de ces propriétaires, une convention par laquelle il lui confie la gestion de forêts du domaine public pour corriger le morcellement des forêts privées, favoriser l'établissement ou la consolidation d'entreprises sylvicoles ou faciliter l'aménagement d'un territoire forestier.

53. Les forêts visées à l'article 52 doivent être aménagées suivant le plan d'aménagement ou de gestion qui s'applique au territoire dans lequel elles sont situées. Ces plans doivent être soumis au ministre pour approbation.

54. L'exploitation des forêts visées à l'article 52 n'est pas assujettie au présent chapitre. Le gouvernement peut toutefois déterminer par règlement:

1° la durée de la convention;

2° les conditions relatives à l'utilisation de ces forêts;

3° les droits exigibles;

4° la nature des autorisations et des rapports requis;

5° l'attribution de bois coupé aux établissements de transformation;

6° les conditions de mise en marché du bois.

CHAPITRE II

MISE EN VALEUR DES FORÊTS PRIVÉES

SECTION I

PLANS ET PROGRAMMES

55. Le ministre peut élaborer des plans et des programmes pour procéder à l'inventaire et à la mise en valeur des forêts privées et en favoriser l'élaboration. Il peut accorder à cette fin sur les fonds mis à sa disposition, quand il le juge à propos et aux conditions qu'il détermine, une aide financière aux propriétaires des forêts privées.

56. Le ministre favorise le reboisement des forêts privées par la récolte de semences forestières, le maintien et le développement de pépinières, l'achat de terrains et leur reboisement, la distribution de plants, la plantation d'arbres, le prêt de machinerie et par toute autre mesure de même nature.

SECTION 2

PRODUCTEUR FORESTIER

57. Une personne engagée dans l'aménagement et la mise en valeur d'une superficie boisée peut être reconnue comme producteur forestier et obtenir un certificat à cet effet aux conditions déterminées par règlement.

58. Le producteur forestier reconnu en vertu de l'article 57 peut réclamer le remboursement de taxes foncières prévu à l'article 220.3 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) à l'égard de l'unité d'évaluation que le ministre, aux conditions déterminées par règlement, inscrit au certificat.

CHAPITRE III

PROTECTION DES FORÊTS

SECTION 1

INCENDIES

59. Le ministre peut reconnaître comme organisme de protection de la forêt, pour un territoire qu'il délimite, un organisme regroupant

des bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier et des propriétaires de forêts privées.

Cet organisme est chargé de la protection des forêts contre les incendies et de l'extinction des incendies en forêt.

60. Pour être reconnu par le ministre, l'organisme doit lui transmettre la liste de ses membres, lui faire approuver ses règlements généraux, son mode de financement et le territoire sur lequel il opère.

À chaque année, il transmet au ministre pour approbation toute modification aux renseignements visés au premier alinéa et un plan d'organisation décrivant les moyens qu'il entend utiliser pour la prévention et l'extinction des incendies.

Si l'organisme fait défaut de se conformer au présent article à la satisfaction du ministre, celui-ci peut alors établir le mode de protection qu'il juge convenable aux frais de cet organisme ou aux frais de chacun de ses membres.

61. Le bénéficiaire d'un contrat doit adhérer à un organisme de protection de la forêt reconnu par le ministre.

Il en est de même de tout propriétaire d'une forêt privée d'au moins huit cents hectares et, si le ministre le juge à propos, de tout autre propriétaire de forêt privée.

62. Dans le territoire approuvé par le ministre, l'organisme de protection doit assumer les frais de prévention et d'extinction des incendies forestiers.

À la suite d'un incendie forestier, les frais reliés aux opérations de lutte encourus par l'organisme de protection peuvent lui être remboursés par le ministre en tout ou en partie sur production de pièces justificatives et suivant les taux qu'il détermine.

63. Chaque fois qu'un feu prend naissance sur un territoire privé, tout représentant d'un organisme de protection est autorisé à pénétrer sur ce territoire et à employer toutes mesures nécessaires pour supprimer l'incendie.

L'organisme de protection peut réclamer du propriétaire les frais encourus pour lutter contre cet incendie jusqu'à concurrence du montant déterminé par le ministre.

64. Tout représentant d'un organisme de protection peut réquisitionner tout équipement nécessaire pour combattre un incendie forestier moyennant une compensation déterminée par le ministre.

65. Le ministre peut autoriser toute personne qu'il désigne à agir comme garde-feu.

66. Quand il est d'avis que les conditions climatiques l'exigent, le ministre peut prohiber ou restreindre l'accès et la circulation en forêt et prescrire toute autre mesure propre à diminuer les risques d'incendie.

67. Il est interdit de fumer en forêt dans l'exécution d'un travail ou au cours d'un déplacement.

68. Du 1^{er} avril au 15 novembre, nul ne peut faire un feu en forêt ou à proximité à moins de détenir un permis délivré à cette fin par un garde-feu.

Ces permis sont délivrés ou révoqués dans les cas, conditions ou circonstances prévus par règlement.

69. Malgré l'article 68, il est permis à une personne de faire un feu de camp en forêt ou à proximité de celle-ci ou un feu pour nettoyer un terrain résidentiel ou de villégiature.

70. Quiconque opère un lieu d'élimination de déchets en forêt doit nettoyer l'endroit pour assurer la protection de la forêt et se conformer à toute autre condition déterminée par règlement du gouvernement.

71. Toute personne autre que celles tenues d'être membres d'un organisme qui exécute des travaux dans une forêt du domaine public doit obtenir un plan de protection préparé par l'organisme opérant sur le territoire concerné. Ce plan doit être dûment approuvé par le ministre et cette personne doit assumer les coûts engendrés par l'opération de surveillance.

Le présent article s'applique également aux ministères et organismes publics déterminés par règlement.

72. Toute personne qui exécute des travaux en forêt ou à proximité pour le compte d'un membre d'un organisme mentionné à l'article 59 est assimilée à un des employés de ce membre pour les fins de l'application du présent chapitre.

73. Toute personne qui exécute des travaux en forêt est présumée responsable de l'incendie qui prend naissance sur les lieux de ces travaux. Elle doit notamment rembourser la totalité des frais encourus par l'organisme de protection, à moins qu'elle ne prouve que l'incendie n'est pas dû à sa faute ou à celle de ses employés.

Le présent article ne s'applique pas aux travaux effectués par un membre d'un organisme de protection reconnu par le ministre.

74. Le ministre peut autoriser l'utilisation du feu lors de la réalisation de travaux d'aménagement forestier. L'exécutant de tels travaux doit se conformer aux directives données à cette fin par l'organisme de protection avec l'approbation du ministre.

SECTION 2

MALADIES ET ÉPIDÉMIES

75. Dans le cas d'épidémies d'insectes et de maladies cryptogamiques, le ministre prépare un plan de protection après consultation des organismes de protection. Chaque bénéficiaire de contrat doit participer aux coûts reliés à la mise en application du plan de protection dans la mesure déterminée par règlement.

76. Chaque fois qu'une épidémie d'insectes ou une maladie cryptogamique affecte un territoire privé et menace de s'étendre aux forêts avoisinantes, le ministre peut intervenir pour assurer la protection de la forêt.

Il peut alors réclamer du propriétaire les frais encourus jusqu'à concurrence du montant qu'il détermine.

77. Le ministre peut, dans les cas, conditions ou circonstances que le gouvernement peut prévoir par règlement, assujettir la vente et le transport de plants d'arbres à des fins autres qu'ornementales au contrôle phytosanitaire qu'il juge approprié, interdire la vente et ordonner la destruction de plants affectés de maladie ou susceptibles de causer une épidémie d'insectes.

78. Toute personne autorisée par le ministre à agir comme inspecteur ou analyste peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu où se trouvent des plants visés par le règlement pris en vertu de l'article 77 ou ordonner l'immobilisation de tout véhicule qui en transporte pour les inspecter ou en faire l'analyse.

Lorsque l'inspecteur ou l'analyste constate que les plants sont affectés d'une maladie ou sont susceptibles de causer une épidémie d'insectes et dans les cas où le ministre l'ordonne, la personne autorisée peut saisir et détruire ces plants.

79. Sur demande, l'inspecteur ou l'analyste doit s'identifier et exhiber le certificat, signé par le ministre, qui atteste sa qualité.

Le propriétaire ou le responsable d'un immeuble ou d'un véhicule qui fait l'objet d'une inspection, ainsi que toute personne qui s'y trouve, sont tenus de prêter assistance à un inspecteur ou analyste dans l'exercice de ses fonctions.

80. Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions d'un inspecteur ou d'un analyste.

L'inspecteur ou l'analyste ne peut être poursuivi en justice pour les actes qu'il accomplit de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE IV

TRANSFORMATION DU BOIS

81. Nul ne peut construire un établissement servant à la transformation du bois et faisant partie d'une catégorie déterminée par règlement sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministre aux conditions qu'il détermine.

Nul ne peut augmenter la consommation de bois ni changer la destination ou la localisation d'un établissement sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministre aux conditions qu'il détermine.

82. Nul ne peut exploiter un établissement de transformation sans être titulaire d'un permis délivré à cette fin par le ministre. Ce permis doit être affiché dans un endroit accessible de l'établissement.

83. Le ministre peut révoquer une autorisation ou un permis lorsque le titulaire fait défaut de se conformer aux articles 81 et 82.

84. Toute transaction de nature à effectuer un changement dans le contrôle de l'établissement doit être préalablement dénoncée au ministre.

85. Tout exploitant d'un établissement de transformation utilisant le bois non ouvré comme matière première et toute personne qui fait le commerce du bois au Québec peuvent être requis de déclarer sous

serment au ministre la provenance du bois dont ils sont en possession et de donner tous les renseignements nécessaires pour prouver que les droits relatifs à ce bois ont été acquittés.

Le refus de donner ces renseignements autorise le ministre à faire saisir ce bois et à en disposer conformément à la loi.

86. L'exploitant d'un établissement servant à la transformation du bois doit tenir un registre selon la forme déterminée par le ministre, indiquant la quantité de bois en provenance des forêts du domaine public, les bois en provenance des forêts privées, les copeaux, les sciures et planures et les bois d'importation.

Il doit transmettre au ministre une copie qu'il certifie de ce registre au plus tard le 30 avril de chaque année.

87. Le ministre peut requérir de l'exploitant tout renseignement sur son établissement qu'il estime utile à des fins statistiques pour l'application de la présente loi. L'exploitant est tenu de fournir les renseignements demandés avec la copie du registre qu'il doit transmettre conformément à l'article 86.

CHAPITRE V

RÈGLEMENTATION

88. Le gouvernement peut par règlement :

1° déterminer le mode de remboursement des travaux prévus au plan quinquennal et dont l'exécution a été assumée par le ministre ;

2° déterminer la mesure et les conditions selon lesquelles le ministre peut accorder une remise de droits ou une allocation compensatoire en vue de favoriser l'utilisation optimale des bois en fonction de leur qualité et de leurs caractéristiques ;

3° établir des normes et conditions concernant la circulation des véhicules tant en forêt que sur les chemins forestiers, la pesanteur et les dimensions de ces véhicules, l'arrimage de leur chargement et la signalisation, et rendre applicables à l'égard de la circulation sur les chemins forestiers les dispositions du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1) qu'il détermine ;

4° établir des normes relatives à la localisation, la construction, l'amélioration, l'entretien, la classification et l'utilisation des chemins forestiers ;

5° déterminer les cas, les conditions et les circonstances où le ministre peut rembourser le coût de construction d'un chemin forestier;

6° définir des catégories de permis d'intervention à des fins autres que commerciales et déterminer pour chacune d'elles l'objet de l'intervention permise, les cas, les conditions ou circonstances où le permis peut être délivré, le taux des droits payables sur la récolte et les cas où la délivrance du permis peut être assujettie à des conditions particulières;

7° fixer la base et les modalités de calcul des droits que doit payer le titulaire d'un permis d'intervention qui est bénéficiaire d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier de même que les règles d'évaluation des coûts d'aménagement forestier admissibles en déduction de la valeur des bois;

8° prescrire les conditions générales auxquelles sont accordés les contrats;

9° prévoir les cas où le ministre peut modifier un contrat;

10° déterminer, dans les aires affectées à la production de matière ligneuse, les modalités et les périodes d'intervention;

11° établir des normes de sécurité en vue de la prévention des incendies en forêt et déterminer les cas, conditions et circonstances où le permis requis pour faire un feu en forêt peut être délivré ou révoqué;

12° déterminer les organismes publics qui doivent préparer un plan de protection avant d'exécuter des travaux en forêt publique;

13° déterminer la mesure selon laquelle le bénéficiaire d'un contrat doit participer aux coûts reliés à la mise en application d'un plan de protection contre les épidémies d'insectes;

14° déterminer les cas où le ministre peut rembourser au bénéficiaire le coût de la mise en application d'un plan spécial de récupération ou d'un plan de protection ainsi que les modalités de ce remboursement;

15° prévoir les cas, conditions ou circonstances où les plants destinés à être vendus ou transportés sont assujettis au contrôle phytosanitaire et ne peuvent être vendus ni transportés ou doivent être détruits;

16° déterminer les catégories d'établissements servant à la transformation du bois qui sont assujettis au chapitre IV;

17° déterminer les conditions auxquelles une personne engagée dans l'aménagement et la mise en valeur d'une superficie boisée peut se qualifier comme producteur forestier et obtenir un certificat de producteur forestier ainsi que la forme et la teneur des documents qu'il doit produire à cette fin;

18° définir les catégories de personnes qui ne peuvent obtenir un certificat de producteur forestier;

19° déterminer les conditions d'inscription d'une unité d'évaluation au certificat de producteur forestier.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS PÉNALES

SECTION 1

INFRACTIONS

89. Quiconque, sans permis, coupe, déplace, enlève ou récolte du bois sur les terres du domaine public commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins 50 \$ et d'au plus 500 \$ et ce pour chaque arbre ainsi coupé, déplacé ou enlevé et pour toute récidive dans les deux ans d'une même infraction, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 1 000 \$ pour chaque arbre ainsi coupé, déplacé ou enlevé.

90. Quiconque contrevient aux articles 64, 66, 67, 68 et 71 commet une infraction et est passible en outre du paiement des frais d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 1 000 \$.

91. Une personne qui sciemment accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider une personne à commettre une infraction, ou qui conseille à une personne de la commettre ou l'y incite, est elle-même partie à l'infraction.

92. Les poursuites pénales prises en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

SECTION 2

SAISIES

93. Si le bois coupé, déplacé, enlevé ou récolté sans permis contrairement à l'article 2, se trouve mêlé avec d'autre bois en

quelqu'endroit qu'il se trouve, la totalité du bois est considérée comme ayant été coupée sans permis et est sujette à saisie.

94. Tout employé du ministère faisant partie d'une catégorie déterminée à cette fin par le ministre peut saisir les bois coupés, déplacés ou enlevés sans permis sur les terres ou à l'égard desquels les droits dus en vertu de la présente loi n'ont pas été acquittés et les mettre sous bonne garde.

Dans le cas où le bois a été coupé, déplacé ou enlevé sans permis, il peut de plus saisir tous les véhicules et instruments ayant servi à commettre cette infraction.

95. La personne qui procède à la saisie doit en dresser procès-verbal indiquant la date et l'endroit où la saisie a été effectuée, la quantité de bois saisi, la liste des véhicules et instruments et le nom et l'adresse de la personne désignée comme gardien.

Dans tous les cas où le gardien désigné n'est pas la personne chez qui les bois ont été trouvés, le ministre peut accorder une indemnité pour couvrir les frais de garde.

96. Il incombe à celui dont le bois est saisi de prouver qu'il détient un permis et que les droits prescrits ont été acquittés ou que le bois provient d'une forêt privée.

97. À défaut de recevoir une opposition conformément au Code de procédure civile dans les quinze jours de la saisie, le ministre procède à la vente du bois et des autres biens saisis.

L'opposant peut, pendant l'instance, obtenir la possession des biens saisis en donnant une caution pour la valeur des biens saisis.

CHAPITRE VII

CONCESSIONS FORESTIÈRES, GARANTIES, CONVENTIONS ET DÉCRETS D'APPROVISIONNEMENT ANTÉRIEURS AU (INDIQUER ICI LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PRÉSENT CHAPITRE)

SECTION 1

RÉVOCATION

98. À compter du (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) toutes les concessions forestières affermées sur le domaine public sont révoquées.

Il en est de même de toute garantie d'approvisionnement de bois accordée sous forme de droits de coupe sur pied à un concessionnaire dont la concession a été révoquée en application de l'article 93 de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9).

99. À compter du (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) toute convention d'approvisionnement conclue en vertu de l'article 106 de la Loi sur les terres et forêts est résiliée.

100. À compter de la même date, tout autre instrument comportant l'obligation pour le gouvernement ou l'un de ses ministres d'allouer, au bénéfice d'une personne, du bois sur pied sur le domaine public est sans effet.

De plus, tous les décrets pris en vertu des articles 93 et 106 de la Loi sur les terres et forêts cessent d'avoir effet à compter de cette date.

101. Tout privilège, hypothèque ou droit réel grevant un droit de coupe de bois dans une concession forestière ou grevant une garantie d'approvisionnement accordée en vertu de l'article 93 de la Loi sur les terres et forêts ou grevant une convention d'approvisionnement conclue en vertu de l'article 106 de la même loi sont éteints de plein droit à compter du (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*).

SECTION 2

DROITS DES BÉNÉFICIAIRES

102. Une personne dont la concession forestière a été révoquée en vertu de l'article 93 de la Loi sur les terres et forêts et à qui le ministre n'a pas accordé de compensation le (*indiquer ici la date de la présentation du projet de loi sur les forêts*), a droit de recevoir une indemnité du ministre de l'Énergie et des Ressources. Il ne peut toutefois lui être accordé de garantie d'approvisionnement sous forme de droits de coupe sur pied même si elle avait au Québec une usine servant à la transformation du bois à la date de la révocation.

103. L'indemnité versée à la personne visée par l'article 102 est égale à la valeur résiduelle des travaux de nature permanente, des travaux d'inventaire, d'aménagement et d'arpentage et des autres améliorations effectuées par cette personne dans la concession révoquée avant le (*indiquer ici la date de la présentation du projet de loi sur les forêts*). La valeur résiduelle est établie selon le mode déterminé par règlement du gouvernement.

Dans le cas où un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier est attribué à cette personne pour la totalité ou une partie du même territoire que celui de la concession forestière révoquée, la compensation visée au premier alinéa doit être diminuée, sauf pour les chemins forestiers classifiés principaux, de la partie non amortie du coût en capital des travaux et améliorations qui continueront d'être utilisés pour les fins du contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

104. Toute personne possédant au Québec un établissement de transformation du bois dont la concession forestière a été révoquée, la garantie d'approvisionnement annulée ou la convention d'approvisionnement résiliée par l'effet des articles 98 à 100, a droit d'obtenir du ministre un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier en se conformant aux dispositions de la section 4 du chapitre II.

Il en est de même d'une coopérative forestière dont le décret a été révoqué par l'effet des dispositions des articles 98 à 100.

Il en est de même des personnes ayant au Québec un établissement de transformation du bois dont les concessions forestières ont été révoquées en vertu de l'article 93 de la Loi sur les terres et forêts et qui n'ont pas obtenu de garantie d'approvisionnement avant l'entrée en vigueur du présent article.

Le gouvernement peut, par règlement, définir un établissement de transformation du bois aux fins du présent chapitre.

105. Les révocations, annulations et résiliations prévues par les articles 98 à 100 ne donnent droit à aucune indemnité et aucun recours ne peut être exercé contre le gouvernement ni contre l'un de ses ministres du fait de l'entrée en vigueur de ces articles.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

106. Malgré les articles 98 à 100, une personne visée à l'article 104 peut exercer les droits de coupe afférents à la concession forestière révoquée, à la garantie d'approvisionnement annulée, à la convention d'approvisionnement résiliée ou au décret annulé, jusqu'à l'arrivée du premier des deux termes suivants:

1° la date où elle conclut un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier avec le ministre;

2° le 1^{er} avril 1990.

L'exercice de ces droits de coupe est assujetti aux conditions prescrites et au paiement des redevances fixées par la Loi sur les terres et forêts.

107. Dans le but de promouvoir la conservation des forêts, la première semaine complète du mois de mai de chaque année est instituée la « Semaine de l'arbre et des forêts ».

108. À compter de 1990 et à tous les cinq ans par la suite, le ministre présente à l'Assemblée nationale un rapport sur la situation des forêts au Québec.

109. La présente loi remplace les articles 4, 5, 6 et 66 à 168 de la Loi sur les terres et forêts. Ces dispositions demeurent toutefois en vigueur dans la mesure nécessaire pour donner effet à l'article 106.

110. Les règlements et décrets pris en vertu de la Loi sur les terres et forêts demeurent en vigueur dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi.

111. Le gouvernement peut, par règlement, prendre toute autre disposition provisoire et transitoire permettant de suppléer à toute omission pour assurer l'application de la présente loi.

112. Le gouvernement désigne le ministre chargé de l'application de la présente loi.

113. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par décret du gouvernement, sauf les dispositions exclues par ce décret qui entreront en vigueur aux dates ultérieures fixées par décret du gouvernement.